



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Plate-forme commissariat Rambouillet
Division Achats Publics**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

n° DAF_2023_000821

Relatif à la :

**FABRICATION
DE KITS D'EXTRACTION D'URGENCE
D'ÉQUIPAGES D'ENGINS BLINDÉS**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS DE REFERENCE APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES.....	3
3.1 Composants.....	3
3.1.1 <i>Nature des composants</i>	3
3.1.2 <i>Application de REACH et de la directive biocide</i>	3
3.2 Spécifications optiques	4
3.3 Traçabilité	4
ARTICLE 4 - CONTROLES PREALABLES A LA MISE EN FABRICATION ET LANCEMENT DE FABRICATION	4
4.1 Contrôle des composants	4
4.2 Dossier de développement durable	4
4.3 Têtes de série	5
4.3.1 <i>Tête de série (échantillons d'appel d'offres)</i>	5
4.3.2 <i>Tête de série en cours d'exécution</i>	5
4.4 Photographies.....	6
4.5 Lancement de fabrication	6
ARTICLE 5 - SURVEILLANCE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 6 - VERIFICATIONS LORS DES RECEPTIONS	7
6.1 Mise à disposition	7
6.2 Nature des opérations de vérification	8
6.3 Méthode des opérations de vérification	8
6.4 Lieu	8
ARTICLE 7 - MODALITES TECHNIQUES DES RECEPTIONS	8
7.1 Document appliqué	8
7.2 Mode de contrôle qualitatif.....	9
7.3 Groupe de classification des fournitures	9
7.4 Méthode de contrôle	9
7.4.1 <i>Effectif de l'échantillon</i>	9
7.4.2 <i>Taux de sondage</i>	9
7.4.3 <i>Niveau de Qualité Acceptable (N.Q.A.)</i>	9
7.4.4 <i>Examen de l'échantillon</i>	9
7.5 Barème à appliquer.....	9
7.6 Reconditionnement des articles.....	10
7.7 Analyses en laboratoire	10
7.8 Taux de réfaction	10
ARTICLE 8 - LIVRAISONS	10
8.1 Conditionnement, emballage et palettisation.....	10
8.2 Marquage et identification des articles	11
ANNEXE 1 - DOCUMENTS DE REFERENCE APPLICABLES	12
ANNEXE 2 - Dossier de développement durable	13
ANNEXE 3 - LIEUX DE LIVRAISON	16

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

Le contrat a pour objet la réalisation de système d'extraction (harnais et longe ainsi que leurs sacs de rangement respectifs) au profit des équipages d'engins blindés.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE APPLICABLES

La liste des documents de référence applicables figure en annexe 1 au présent document.

Les spécifications techniques des articles sont définies par les notices techniques suivantes :

- NTIH SCA 4240-0001- SYSTEME D'EXTRACTION EEB- v2 de mai 2023

Le patronage est fourni gratuitement par l'administration au titulaire via internet au format Lectra (en .mdl) ou au format DXF, il est à demander à l'administration en précisant le format à l'adresse ci-dessous :

ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr

La traduction des patronages dans un autre format est à la charge du titulaire.

Le titulaire n'est pas autorisé à utiliser à des fins industrielles et commerciales les notices et fiches techniques, les patronages et les produits qui en découlent.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

3.1 Composants

3.1.1 Nature des composants

Les matériaux et produits entrant dans la fabrication de l'ensemble des composants utilisés ne doivent pas contrevenir aux directives européennes concernant l'hygiène et la protection de l'environnement (REACH, directive relative au biocide...).

Sont interdits tous les traitements susceptibles d'occasionner des troubles physiologiques, tant à la manipulation qu'à l'usage.

Il est également interdit d'introduire des produits étrangers destinés à masquer des insuffisances de caractéristiques ou à modifier favorablement, mais de manière factice, l'aspect et le toucher.

Les composants sont à la charge du titulaire. Ils doivent répondre aux prescriptions des documents techniques cités à l'article 2 ainsi qu'aux spécifications techniques du présent CCTP.

3.1.2 Application de REACH et de la directive biocide

Pour l'exécution du marché, le titulaire doit mettre en œuvre les dispositions du règlement REACH, et le cas échéant, celles de la directive relative au biocide.

Dans le cadre du marché, le titulaire procède à une analyse des risques liés à l'application du règlement REACH. Cette analyse consiste à identifier parmi la liste des substances susceptibles d'être soumises à autorisation (liste des substances de référence), celles qui sont critiques pour l'exécution du marché et les actions mises en œuvre pour en limiter les impacts sur les performances, les coûts et les délais.

Cette analyse des risques doit donner lieu à un rapport mis à la disposition de l'administration sur demande.

Le titulaire fournit, au moment du lancement de fabrication, les informations sur les substances.

En cas d'absence de substances soumises à autorisation ou candidate à l'autorisation avec une concentration supérieure à 0.1% masse/masse dans les articles fournis, le titulaire doit fournir une « attestation d'absence de substance soumise à autorisation et candidate à autorisation REACH ».

En cas de présence de substance soumise à autorisation ou candidate à l'autorisation avec une concentration supérieure à 0.1% masse/masse dans les articles fournis, le titulaire doit fournir les informations suffisantes dont il dispose pour permettre l'utilisation dudit article en toute sécurité et comprenant, au moins, le nom de la substance dans un « rapport d'information REACH », conformément à l'article 33 du règlement REACH n°1907/2006 du 18/12/2006.

3.2 Spécifications optiques

3.2.1 Spécimen de référence

Les nuances coyote et noire sont jugées en comparaison avec le coloris de fond beige foncé et les zones noires du spécimen de chevron coton polyester 210 bariolé TE, classé par décision n°10351 du 21/01/2010 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ *Spécimens fournis sur demande via la PLACE.*

3.2.1.1 Contrôle des nuances et zones d'acceptation

Les nuances de la sangle (face coyote et face noire) doivent se rapprocher le plus possible du spécimen cités ci-dessus. Elles devront être stables sur la durée de l'accord-cadre.

3.3 Traçabilité

Le titulaire est tenu de mettre en place une traçabilité par lot de fabrication, de l'achat des composants au stockage des articles finis dans l'entrepôt du titulaire comme dans les établissements de l'administration.

Chaque article doit pouvoir être identifié du lot matière au conditionnement en caisse carton.

Un tableau récapitulatif permettra le suivi de cette traçabilité ainsi que celle des composants (lot matière, lot composants, numéro de pièce/article, numéro de colis).

Une étiquette de traçabilité doit être apposée sur chaque article fini. Le tableau de traçabilité doit être mis à la disposition du CIEC sur demande.

ARTICLE 4 - CONTRÔLES PRÉALABLES A LA MISE EN FABRICATION ET LANCEMENT DE FABRICATION

Les opérations de vérification avant lancement de fabrication sont effectuées dans les ateliers du titulaire du contrat.

4.1 Contrôle des composants

Avant le démarrage de chaque nouvelle fabrication, lors d'un besoin émis par le CIEC, le titulaire est tenu de mettre à disposition du CIEC/Division Technique et Innovation un certificat de conformité des caractéristiques des composants mis en œuvre. Les contrôles des composants sont à la charge du titulaire.

Ces certificats de conformité doivent être accompagnés des bulletins d'analyses établis par un ou plusieurs laboratoire(s) accrédité(s) ou d'entreprise(s) certifiée(s) et sont à adresser par courrier électronique, après demande de l'administration, à l'adresse suivante : ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr

4.2 Dossier de développement durable

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du contrat, le titulaire doit soumettre à l'agrément préalable du CIEC un dossier de développement durable conforme au modèle joint au présent CCTP annexe 2.

L'administration dispose d'un délai d'un mois pour prononcer et porter à la connaissance du titulaire, l'agrément ou le refus d'agrément du dossier de développement durable. Ce délai ne commence à courir qu'à compter de la réception complète du dossier de développement durable.

En cas de dépassement de ce délai, une prolongation du délai d'exécution du 1er bon de commande égale au nombre de jours de dépassement peut lui être accordée.

La décision de refus d'agrément s'accompagne toujours d'indications écrites précises permettant au titulaire d'apporter les rectifications nécessaires.

Le nombre de présentations successives des éléments demandés est fixé à deux (2). Au-delà de ce nombre, ou si les éléments sont présentés hors délai, une résiliation de l'accord-cadre peut-être décidée par l'acheteur.

Le lancement de fabrication est interdit tant que le dossier de développement durable n'aura pas été présenté et agréé.

Le dossier de développement durable est conservé par l'administration et ne donne lieu à aucun paiement ; les frais d'envoi et de transport sont à la charge du titulaire.

4.3 Têtes de série

4.3.1 Tête de série (échantillons d'appel d'offres)

Les échantillons présentés lors de la soumission tiennent lieu de têtes de série.

Les précisions ou réserves éventuelles formulées par l'administration sur les échantillons retenus doivent être prises en compte pour la fabrication.

Les articles sont tenus à la disposition du titulaire dans les locaux de l'administration à titre de modèle. Ils servent de référence pendant toute la durée du contrat. Ils sont acquis à l'administration sans versement d'indemnité.

4.3.2 Tête de série en cours d'exécution

L'administration se réserve le droit de demander, en cours de marché, la fourniture de têtes de série dans les conditions suivantes :

Désignation	Quantité par taille/pointure	Délai de présentation à compter de la date de notification	Délai d'agrément par l'administration
Harnais d'extraction EEB	2 x Taille Unique	60 JOURS	60 JOURS
Longe d'extraction EEB	2 x Taille Unique	60 JOURS	60 JOURS
Sangle bicolore (pour le harnais) 40mm de large.	5 Mètres linéaires	60 JOURS	60 JOURS
Sangle unie (pour la longe) 25mm de large.	5 Mètres linéaires	60 JOURS	60 JOURS
Tissu enduit renforcé sac de compression de la longe	2 Mètres linéaires	60 JOURS	60 JOURS

Les têtes de série sont à adresser à :

CIEC/Division Technique Innovation
Magasin des modèles et des échantillons
(Bâtiment 3, rez-de-chaussée, pièce 3)
11 rue de Groussay
78 120 RAMBOUILLET
☎ 06 82 69 89 15
01 34 57 61 39 ou 01 34 57 69 77.

L'administration dispose du délai indiqué ci-dessus pour prononcer et porter à la connaissance du titulaire, l'agrément ou le refus d'agrément des têtes de série. Ce délai commence à compter lors de la réception de l'ensemble des têtes de série prévues, ou de la réception de la dernière tête de série demandée si celles-ci parviennent au CIEC de manière fractionnée.

En cas de dépassement de ce délai, une prolongation du délai d'exécution du terme contractuel égale au nombre de jours de dépassement peut être accordée.

La décision de refus d'agrément s'accompagne toujours d'indications écrites précises permettant au titulaire d'apporter les rectifications nécessaires. **Le titulaire n'est pas autorisé à lancer la fabrication tant que les têtes de série n'ont pas été validées par l'acheteur.**

Les têtes de série refusées ne sont pas retournées au titulaire et sont réputées abandonnées à l'administration sans versement d'indemnité.

L'acheteur peut prononcer la résiliation du contrat si le titulaire :

- n'a pas présenté les têtes de série dans le délai précisé supra ou, en cas de date fixée par le bon de commande, dans le délai fixé du bon de commande ;
- n'a pas obtenu, après trois (3) présentations successives, une décision d'acceptation des têtes de série présentées dans le délai précisé supra.

Les têtes de série et leurs frais d'envoi et de transport sont à la charge du titulaire.

Les têtes de série sont réalisées dans les unités de production déclarées lors de la soumission.

Les têtes de série agréées deviennent le descriptif contractuel pour toutes les opérations de recette. Elles sont conservées à titre de modèle et tenues à la disposition du titulaire dans les locaux de l'administration durant toute la durée d'exécution du contrat.

La qualité des articles livrés ne doit en aucun cas être inférieure à celle des têtes de série agréées par l'administration.

En cas de demande de tête de série, la durée du bon de commande est prolongée de la durée d'agrément par l'administration.

4.4 Photographies

Afin que l'administration constitue un catalogue illustré des effets d'habillement, le titulaire doit fournir, pour chaque type d'article commandé, une photographie sur fond blanc munie d'une attestation « libre de droit » :

- au format JPG : Largeur 800 px min – Hauteur : 800 px min
- avec une résolution minimum de 300dpi.

Les photos doivent être prises avec les articles posés à plat de préférence ou sur mannequin (pas de mannequin vivant).

La règle de nommage des photographies est la suivante :

- le mot « RAG » en toutes lettres suivi de
- la RAG elle-même (7 caractères) ;
- puis la dénomination en clair de l'article concerné.

Le titulaire fournira également, sous la forme du tableau suivant (au format Excel), les caractéristiques dimensionnelles et volumétriques (longueur, largeur, épaisseur, volume) ainsi que la masse de chaque article (ou paire le cas échéant). Ces mesures sont prises sur les articles pliés (tels que positionnés dans les cartons) et ensachés le cas échéant.

RAD	longueur	Unité de longueur	largeur	Unité de largeur	hauteur	Unité de hauteur	Masse nette	Unité de masse	Masse brut	Unité de masse	volume	Unité de volume
		cm		cm		cm		Gramme		Gramme		Centimètre cube

Les photographies ainsi que le tableau sont à envoyer aux adresses ci-dessous :

cimci-pgdr.admin.fct@intradef.gouv.fr

ciec-bt-labo.habillement.fct@intradef.gouv.fr

4.5 Lancement de fabrication

Le titulaire informe l'administration de la date de lancement de fabrication 30 jours avant le lancement.

L'administration se réserve le droit d'assister au lancement de fabrication. Elle en informe le titulaire après notification du marché ou du bon de commande considéré ou dans les 15 jours à compter de la communication de la date du lancement de fabrication du marché ou du bon de commande.

Le titulaire est tenu d'avertir le CIEC (par courrier électronique à l'adresse suivante : ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr) de la date de lancement de fabrication à chaque bon de commande. L'absence de cette information interdit au titulaire de lancer la fabrication. Cette absence d'information sera considérée comme faisant obstacle à l'exercice d'un contrôle par le pouvoir adjudicateur et expose le titulaire à la résiliation du contrat à ses torts.

Dans le cas où des têtes de série ont été demandées, le titulaire n'est pas autorisé à lancer sa fabrication tant qu'elles n'ont pas fait l'objet d'une acceptation par l'administration.

ARTICLE 5 - SURVEILLANCE DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Sauf exception au cahier des clauses administratives particulières, toutes les opérations de surveillance qualitative sont effectuées dans les locaux du titulaire, de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire est tenu de donner toutes les informations demandées par le CIEC.

L'acheteur se réserve le droit de vérifier si les composants utilisés et la fabrication sont conformes et les processus d'autocontrôle fiables. Ces contrôles peuvent être inopinés.

Dans ce but, l'acheteur effectue tous les examens et essais qu'il juge utiles, notamment sur les composants et éléments constitutifs de l'article. Il signale, le cas échéant, les différences constatées.

Les essais, épreuves, analyses et vérifications auxquels il est procédé sont effectués dans les laboratoires de l'administration et à ses frais, mais les échantillons rendus inutilisables à la suite des essais sont à la charge du titulaire du contrat qui doit les fournir en sus des quantités prévues au contrat. Les échantillons détériorés, les déchets ou résidus ne sont pas restitués.

Sauf dispositions contraires, l'acheminement des composants et/ou des articles destinés au contrôle de laboratoire est à la charge du titulaire.

A ce titre, le titulaire doit fournir au CIEC la preuve de l'envoi dans les laboratoires de l'administration des articles prélevés.

ARTICLE 6 - VÉRIFICATIONS LORS DES RÉCEPTIONS

6.1 Mise à disposition

L'attention du fournisseur est attirée sur la nécessité de livrer les articles dans le délai maximal de chaque terme contractuel de livraison et dans l'ordre des bons de commande. Chaque bon de commande doit être exécuté dans son intégralité.

La quantité minimum à présenter en recette est fixée à la totalité du bon de commande.
--

Dans la mesure où, pour des considérations extérieures à l'administration, le titulaire demande à pouvoir mettre à disposition des quantités inférieures à celles prévues au CCAP, il doit adresser une demande écrite justifiée au CIEC par courriel : ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr

Le titulaire doit informer le CIEC **30 jours** préalablement à la mise à disposition des articles par l'envoi d'un bulletin de mise à disposition, par e-mail (ciec-contact-fournisseurs.habillement.fct@intradef.gouv.fr), qui mentionne le lieu prévu où le CIEC pourra effectuer le contrôle ainsi qu'une estimation du nombre total d'articles présentés.

La répartition par modèles, colisage, quantité de cartons et de palettes, doit parvenir au CIEC par e-mail, à la même adresse que ci-dessus, au plus tard **8 jours avant la date prévue de mise à disposition**. La mise à disposition est annulée faute de transmission du bulletin de mise à disposition par taille dans le délai imparti.

Une ou des livraisons partielles peuvent être exigées par l'administration. Si une livraison partielle est demandée par le titulaire, l'acceptation du principe de la présentation d'une livraison partielle est à la main du CIEC.

Les livraisons sont obligatoirement faites selon les modalités de conditionnement indiquées à la notice technique citée en annexe 1.

6.2 Nature des opérations de vérification

Les fournitures sont admises une fois que les opérations de vérification quantitatives et/ou qualitatives, préalables à la réception auront été effectuées par l'administration et déclarées conformes.

Les opérations de vérification qualitative portent sur la conformité aux documents techniques conformément aux dispositions prévues au présent CCTP.

6.3 Méthode des opérations de vérification

Pour assurer ces examens, la personne publique peut faire détruire un certain nombre d'articles dans une proportion n'excédant pas 1 pour 500 unités commandées.

Le coût de la fourniture ayant subi des contrôles destructifs est à la charge du titulaire.

Les articles détruits doivent faire l'objet d'un remplacement au frais du titulaire

Dans le cas où, lors des opérations de contrôle effectuées chez le titulaire, les articles auraient fait l'objet d'un démontage non destructif, leur remise en état incombe au titulaire.

Sauf disposition contraire, l'acheminement des articles destinés au contrôle de laboratoire est à la charge du titulaire. A ce titre, le titulaire doit fournir au CIEC la preuve de l'envoi des articles prélevés dans les laboratoires de l'administration.

6.4 Lieu

Les opérations de vérifications quantitatives ont toujours lieu dans les locaux de l'administration.

Sur décision de l'administration, les opérations de vérification qualitative sont effectuées :

- soit sur le lieu de fabrication ;
- soit dans un local relevant du titulaire au sein de l'Union Européenne ;
- soit dans un ou plusieurs des établissements destinataires dont la liste figure en annexe.

Lorsque la vérification est effectuée sur le site de fabrication ou dans un local du titulaire au sein de l'Union Européenne, le titulaire est tenu de mettre à la disposition des agents de l'administration chargés du contrôle qualitatif, le personnel qualifié et les moyens nécessaires aux opérations de vérification. Les locaux où se déroulent ces vérifications doivent répondre aux normes en vigueur, code du travail notamment, pour ce qui concerne les règles d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

ARTICLE 7 - MODALITÉS TECHNIQUES DES RÉCEPTIONS

Les échantillons présentés lors de la consultation, les dernières têtes de série retenues et les fiches d'examen correspondantes servent à la comparaison avec les produits livrés. Les échantillons retenus et/ou les têtes de série sont des modèles représentatifs des livraisons à venir.

Les composants présentés en recette devront avoir les mêmes caractéristiques que celles des composants des têtes de série. En conséquence, le niveau de qualité des produits livrés ne doit en aucun cas être inférieur à celui des échantillons retenus et/ou les têtes de série présentées et retenues.

7.1 Document appliqué

Guide de l'achat public « CONTROLES QUALITATIFS DES EFFETS CONFECTIONNES » du Groupe d'Etude des Marchés d'Habillement et de Textile (GEM HT).

7.2 Mode de contrôle qualitatif

Par échantillonnage.

7.3 Groupe de classification des fournitures

Groupe 2 selon le guide de l'achat public « CONTROLES QUALITATIFS DES EFFETS CONFECTIONNES » du Groupe d'Etude des Marchés d'Habillement et de Textile (GEM HT).

7.4 Méthode de contrôle

Contrôle selon la norme NF ISO 2859-1 (indice de classement X 06-022).

Contrôle par comptage du nombre d'articles non conformes critiques, non conformes majeurs et par comptage du nombre de caractères non conformes mineurs.

- Article non conforme critique : article comportant une ou plusieurs non-conformités (défauts) critiques ou plus de trois non-conformités (défauts) majeures.
- Article non conforme majeur : article comportant d'une à trois non-conformité(s) (défauts) majeure(s).
- Caractère non conforme mineur : on entend par caractère non conforme mineur un défaut mineur ou une non-conformité (non-respect d'une spécification) n'affectant pas l'usage de l'article.

7.4.1 Effectif de l'échantillon

Echantillons à prélever en fonction de l'effectif des lots et du niveau de contrôle pour usages généraux comme indiqué dans la norme NF ISO 2859-1, tableau 1.

7.4.2 Taux de sondage

Le niveau de contrôle II est celui appliqué par défaut.

Toutefois, l'administration peut choisir de réaliser le contrôle avec les niveaux I ou III et le précise dans le compte-rendu d'examen qu'elle rédige.

C'est également l'administration qui choisit d'appliquer les plans d'échantillonnage en contrôle normal, réduit ou renforcé.

7.4.3 Niveau de Qualité Acceptable (N.Q.A.)

- articles non conformes critiques	0,40
- articles non conformes majeurs	1.5
- caractères non conformes mineurs	100

7.4.4 Examen de l'échantillon

L'examen de l'échantillon se fait par comparaison avec les spécimens retenus accompagnés des éventuelles remarques formulées lors de l'examen.

Les documents suivants sont utilisés comme guides pour l'appréciation des défauts de fabrication lors de l'examen de détail :

AD	Ceinturon et bretelles de suspension en sangle - Particuliers	2007
A	Général- Effets ou articles confectionnés	2007

La liste des défauts n'est pas exhaustive.

7.5 Barème à appliquer

N.Q.A. niveau de qualité acceptable	Taux de réfaction à appliquer au prix du marché au titre :		
	des articles non conformes :		des caractères non conformes :
	critiques	majeurs	mineurs

de 0 à 0,40	Néant	Néant	Néant
de 0,40 à 1,5	Ajournement du lot	Néant	Néant
de 1,5 à 4	Ajournement du lot	1 à 2 %	Néant
de 4 à 6,5	Ajournement du lot	3 à 6 %	Néant
de 6,5 à 100	Ajournement du lot	Ajournement du lot	Néant
de 100 à 150	Ajournement du lot	Ajournement du lot	1 %
Plus de 150	Ajournement du lot	Ajournement du lot	2 %

7.6 Reconditionnement des articles

Les articles examinés sont obligatoirement reconditionnés selon les dispositions prévues dans la documentation technique citée à l'article 2.

7.7 Analyses en laboratoire

Pour une mise à disposition donnée, les contrôles de laboratoire sur les composants sont réalisés sur des prélèvements effectués soit en cours de fabrication soit sur articles terminés.

Lorsque des non-conformités sont relevées, le lot peut être rejeté, ajourné ou accepté avec réfaction.

Les articles détruits et ceux qui le seront à la suite d'un recours éventuel sont à la charge du titulaire.

Ces articles ne viennent pas en déduction de la quantité globale à livrer.

Sauf dispositions contraires, l'acheminement des prélèvements destinés aux contrôles de laboratoire est à la charge du titulaire.

7.8 Taux de réfaction

Le taux de réfaction est appliqué au prix unitaire HT du prix révisé.

Les éventuelles réflexions (paragraphe 7.5 et 7.7) se cumulent.

ARTICLE 8 - LIVRAISONS

Aucune livraison n'est admise dans la période comprise entre le 15 décembre et le 10 janvier de l'année suivante. Toute livraison qui aurait dû être effectuée entre ces deux dates sera d'office reportée au premier jour ouvrable suivant le 10 janvier.

Les fournitures achetées en exécution du présent contrat sont livrées dans des établissements militaires situés en France métropolitaine ; les lieux précis de livraison seront précisés à chaque commande. Une liste **indicative** des établissements destinataires se trouve en annexe 2 au présent document.

Il est demandé de prendre rendez-vous avec l'établissement destinataire au moins 5 jours avant la livraison.

8.1 Conditionnement, emballage et palettisation

Les dispositions techniques relatives au conditionnement, à l'emballage et à la palettisation sont des obligations contractuelles. Tout manquement peut donner lieu à réfaction, ajournement ou rejet des prestations.

Les articles sont conditionnés conformément aux dispositions de la documentation technique associée citée en annexe 1 « documents de référence applicable ». En l'absence de précision ou en cas de contradiction entre les documents, les dispositions de la NTIH SCA 0000-0002 s'appliquent.

Les cartons doivent être impérativement complets et contenir des articles (ou paires d'articles) homogènes, sous réserve des dispositions propres aux emballages incomplets précisées dans la notice correspondante mentionnée en annexe.

Aucun mélange d'articles qui ne soient pas de la même RAD n'est autorisé dans un même carton.

8.2 Marquage et identification des articles

Les dispositions techniques relatives au marquage et à l'identification des articles sont des obligations contractuelles. Tout manquement peut donner lieu à réfaction, ajournement ou rejet des prestations.

ANNEXE 1 - DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE APPLICABLES

Tout document dont la date serait antérieure à celle indiquée ci-après doit être considéré comme périmé.

Référence abrégée	Date	Objet succinct	Fourni par
GEM-HT	Juillet 2009	Guide de l'achat public – contrôles qualitatifs des effets confectionnés	Site http://www.economie.gouv.fr/daj/liste-des-guides-gem
Guide	oct-16	Guide de l'achat public – Répertoire de terminologie et de normes concernant les matières premières textiles, les étoffes et l'habillement	
Recommandation	Mars-15	Articles confectionnés – Recommandation relative au répertoire de terminologie en confection administrative	
GEM-HT	Juillet 2009	Guide de l'achat public durable – achat de vêtements	
GEM-HT	Mars 2015	Articles confectionnés spécification technique générale applicable aux marchés publics d'articles confectionnés	
GEM HT	Novembre 2009	Spécification technique de l'achat public Étoffes à base de coton, fibres libériennes et fibres chimiques	
GEM-HT	Octobre 2014	Spécification technique générale applicable aux marchés publics d'étoffes	
GEM-HT	Mars 2015	Spécification technique applicable aux sangles, rubans textiles et élastiques et fermetures auto-agrippantes	
GEM-HT	Décembre 2015	Articles confectionnés Recommandation relative à une méthode d'appréciation des écarts de nuance des couleurs des articles textiles	
GEM-HT	Mars 2015	Spécification technique relative aux fils à coudre	
NTIH n° SCA-0000-0002	07/2021	Notice technique interarmées habillement : « conditionnement – emballage – palettisation et modalités de mise à disposition des articles lors des réceptions »	Joints au DCE
NTIH n° SCA-0000-0003	01/2014	Étiquettes fixes de marquage (origine, taille et d'entretien) Étiquettes développement durable	
NTIH n° SCA 4240-0001	05/2023	Notice technique interarmées habillement : système d'extraction EEB	
Patronage	/	A22GA (harnais + sac en maille) A22GB (longe + sac de rangement)	

ANNEXE 2 - DOSSIER DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Article 1 : Code de conduite des fournisseurs du CIEC

Le présent code a pour but d'établir entre le CIEC et ses titulaires de marchés une garantie tant au niveau de la qualité des articles et des prestations qu'au niveau des conditions dans lesquelles ils ont été réalisés.

Les dispositions du présent code de conduite énoncent les attentes du CIEC vis-à-vis de ses titulaires de marchés, filiales, ainsi que toutes les personnes avec lesquelles ils font affaire dans le cadre de marché, y compris les employés, les sous-traitants et les tierces parties. Les titulaires de marchés doivent s'assurer que ce code de conduite soit communiqué aux employés et aux sous-traitants et fournisseurs.

Les dispositions énoncées dans le présent code permettent de s'assurer que les titulaires de marchés réalisent la fabrication des articles dans le cadre légal attendu par le CIEC. A savoir, le respect des lois, de la réglementation en vigueur et ils s'efforcent de dépasser les standards internationaux et industriels (MTD : Meilleures Techniques Disponibles). Le CIEC reconnaît, que pour atteindre les exigences du présent code, cela nécessite un processus dynamique ce qui encourage ses titulaires de marchés à améliorer continuellement les conditions de travail.

Le CIEC peut mettre en place des processus d'évaluations et des contrôles pour vérifier la mise en œuvre des principes du présent code, tant sur les sites des titulaires de marchés que sur ceux de leurs sous-traitants. Le CIEC veille à ce que tout soit mis en œuvre pour assurer le respect des principes du code de conduite. Tous les principes contenus dans ce code sont d'importance égale indépendamment de leur ordre de présentation.

Le Travail

Le CIEC attend de ses titulaires de marchés qu'ils s'appuient et respectent la déclaration universelle des droits de l'homme, en créant et en maintenant un environnement qui traite tous les employés avec dignité et respect sans utiliser de forme de violence de toutes sortes.

Le CIEC attend de ses titulaires de marchés qu'ils suivent toutes les lois, règlements et directives dans le pays où ils produisent afin d'assurer un milieu de travail sain et sécuritaire. Au minimum, les titulaires de marchés doivent veiller à ce que les employés aient accès à l'eau potable, aux installations sanitaires, à la sécurité incendie et qu'ils travaillent dans des conditions saines tant au niveau de l'éclairage que de la ventilation.

Les titulaires de marchés ainsi que les sous-traitants et fournisseurs sont tenus de respecter les obligations définies par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. De plus, ils sont tenus au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) :

- La liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) et le droit d'organisation et négociation collective (C98, 1949).
- Travail forcé (C29, 1930) et abolition du travail forcé (C105, 1957), Les titulaires de marchés s'engagent à ne jamais utiliser le travail forcé. Tous les travaux, y compris les heures supplémentaires seront, volontaires et les travailleurs devront être libres de partir selon un préavis raisonnable. Les titulaires de marchés s'engagent à ne pas confisquer les passeports, papiers d'identité et autres permis de travail.
- Le CIEC attend de ses titulaires de marchés qu'ils s'engagent à respecter les droits aux enfants, sur l'âge minimum (C138, 1973) et l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants (C182, 1999). L'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail ne doit pas être inférieur à l'âge de fin de scolarité obligatoire (14 ou 15 ans ou selon la législation du pays en vigueur). En outre, les jeunes travailleurs ne doivent pas occuper des postes de travail pénibles ou manipuler des produits susceptibles d'être dangereux. De plus, le travail ne doit pas interférer avec l'éducation de l'enfant ni être préjudiciable à la santé de l'enfant, physique, mentale, sociale, spirituelle ou morale. Tous les titulaires de marchés doivent adhérer à des programmes d'apprentissage et se conformer aux lois et règlements régissant le travail des enfants.
- Le CIEC ne tolère aucune forme de discrimination à l'embauche et à l'emploi, en accord avec les conventions de l'OIT sur la discrimination (emploi et profession C 111, 1958) et sur l'égalité de rémunération (C100, 1951). En respectant, les salaires minimaux des règlements ainsi que les salaires des heures supplémentaires et autres compensations légales.
- Le CIEC attend de ses titulaires de marchés et de leurs sous-traitants qu'ils se conforment à la législation locale en ce qui concerne les heures de travail, sans jamais excéder 60 heures par semaine, (y compris les heures supplémentaires), sauf en cas d'urgence ou de situations inhabituelles. Les titulaires de marchés sont encouragés à veiller à ce que les travailleurs aient un jour de congé par semaine de sept jours.

L'environnement

Le CIEC attend de ses titulaires de marchés, sous-traitants et fournisseurs, qu'ils aient une politique environnementale efficace et qu'ils se conforment à la législation en vigueur et aux règlements concernant la protection de l'environnement. Les titulaires de marchés, les sous-traitants et fournisseurs doivent, dans la mesure du possible, avoir une approche de précaution à l'environnement et entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une grande responsabilité en matière d'environnement.

Tous les produits chimiques et autres matières dangereuses, en cas de rejet, doivent être identifiés et gérés de manière à assurer la sécurité de leur manipulation, de transport, de stockage, de recyclage ou de réutilisation et l'élimination.

Les eaux usées et les déchets solides, provenant de la fabrication du processus industriel et des installations sanitaires doivent être surveillés, contrôlés et traités comme le prévoit la législation avant « décharge et élimination ».

Les émissions atmosphériques de composés organiques -volatiles, les aérosols, les produits corrosifs, les particules, l'ozone, l'épuisement des produits chimiques et des sous-produits de combustion provenant de l'exploitation doivent être caractérisés, surveillés, contrôlés et traités avant « décharge ».

Les titulaires de marchés doivent mettre en place une politique de réduction des déchets et d'optimisation du recyclage des déchets, ainsi qu'une politique de réduction d'émission de CO₂ tant au niveau du processus d'exploitation que dans les modes de transport utilisés pour les fournitures et les produits finis.

Article 2 : Sous-critère social

Je (Nous) soussigné(s) Agissant en qualité de : Domicilié(s) à : Déclare m'engager (Déclarons nous engager) : À respecter, et à mettre tout en œuvre pour respecter, les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où la main-d'œuvre est employée ; À respecter, et à mettre tout en œuvre pour respecter, les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où la main-d'œuvre est employée ; à savoir : - la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948), - la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949), - la convention sur le travail forcé (C29, 1930), - la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957), - la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951), - la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958), - la convention sur l'âge minimum (C 138, 1973), - la convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999) ; À fournir, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer le respect effectif, y compris par mes (nos) sous-traitants, des obligations et dispositions susmentionnées ; À accepter et à faciliter, le cas échéant, si le marché m'est (nous est) attribué, un contrôle sur sites des obligations et dispositions susmentionnées par un tiers dûment mandaté à cet effet par le pouvoir adjudicateur. Fait à Le Cachet(s) et signature(s)

Si le candidat a fait l'objet d'audit type SA8000, ou équivalent, il pourra joindre le résultat de l'audit.

Un engagement sera signé par chacun des sous-traitants intervenant au titre du marché objet de ce DCE (joint aux certificats de conformité).

Article 3 : Sous-critère environnemental du processus de fabrication.

Les articles, objets du présent DCE, doivent être issus d'un processus de fabrication ayant des impacts réduits sur l'environnement.

Ce sous-critère se décompose en 7 éléments d'appréciation, détaillés dans le tableau ci-dessous.

Gestion des déchets, des produits dangereux et de l'énergie

Le tableau ci-dessous est à compléter pour chacun des domaines :

Domaine	Actions entreprises
Valorisation des déchets Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	

Gestion des eaux usées Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Gestion des fumées Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Gestion de l'énergie Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Gestion des produits chimiques Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Utilisation de papier recyclé Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Gestion des rejets de CO ₂ (bilan carbone) Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	

Article 4 : Sous-critère des performances environnementales des articles

Fin de vie des articles

Dans le cadre de l'optimisation du recyclage des déchets, le candidat est tenu de proposer une solution concernant la fin de vie des articles et ce, même si, la récupération ne fait pas partie du présent marché.

De plus le candidat précisera le taux global de recyclage des matériaux constituant les produits proposés et détaillera les différentes filières d'élimination.

ANNEXE 3 - LIEUX DE LIVRAISON

LIEU	ADRESSE GEOGRAPHIQUE	ADRESSE POSTALE	COORDONNEES / HORAIRES
CHÂTRES	ELOCA de CHÂTRES NG Zone artisanale Le Champ Potet 10510 CHÂTRES	ELOCA de CHÂTRES NG Zone artisanale Le Champ Potet 10510 CHÂTRES	Téléphone : 03 52 14 01 45 Télécopie : 03 25 21 84 68 Lundi au jeudi : 7h45 à 12h00 – 13h00 à 16h00 vendredi : 7h45 à 11h00
BRÉTIGNY <i>Cet établissement dispose d'un embranchement particulier (voie ferrée).</i>	ELOCA de BRÉTIGNY Caserne Blanquart de Bailleul 1, rue du général Delestraint 91220 BRÉTIGNY/ORGE	ELOCA de BRÉTIGNY BP 63 91220 BRÉTIGNY/ORGE cedex	Téléphone : 01 60 85 55 78 Télécopie : 01 60 85 55 90 Lundi au jeudi : 8h00 à 12h00 – 12h45 à 16h30 vendredi : 8h00 à 11h30
MARSEILLE	ELOCA MARSEILLE Camp militaire de Sainte-Marthe Bâtiment 407 magasin habillement 408 avenue Jean QUEILLAU 13014 MARSEILLE	Base de défense Marseille Aubagne 111, avenue de la Corse BP 40026 13568 MARSEILLE Cedex 02	<u>Comptabilité matières habillement :</u> Téléphone : 04 91 63 79 36 ou 04 91 63 79 28 Télécopie : 04 91 63 79 24 <u>Magasin habillement :</u> responsable : 04 91 63 78 85 adjoint : 04 91 63 78 84 Lundi au jeudi : 7h30 à 12h00 – 12h30 à 16h00 vendredi : 7h30 à 12h15